

# Gestion de catastrophe naturelle à l'ère néolibérale

Le 25 Février 2023 par Anil Kemal Aktas et Kubilay Cenk Karakas <https://jacobin.com/2023/02/turkey-earthquake-disaster-relief-neoliberalism-erdogan>

Anil Kemal Aktas est militant et cofondateur de İVME Hareketi, une plateforme politique socialiste démocratique, et chercheur indépendant dans le domaine des politiques de l'écologie et des droits humains.

Kubilay Cenk Karakas est analyste politique marxiste, actuellement président d'Universus, un centre de recherche de gauche situé à Istanbul.



**Une rue transformée en impasse par les débris d'immeubles effondrés, le 24 février 2023 à Hatay, en Turquie (Mehmet Kacmaz / Getty Images)**

En Turquie, l'effroyable bilan du tremblement de terre n'a rien à voir avec une catastrophe naturelle. Deux semaines après le double tremblement de terre qui a frappé la Turquie, on retire encore des milliers de cadavres des décombres. Ils auraient été bien moins nombreux si l'administration Erdoğan n'avait pas fait preuve de laxisme vis-à-vis d'entreprises de construction peu scrupuleuses.

Le 6 février, deux tremblements de terre dévastateurs d'une magnitude de 7,8 et 7,7 ont frappé le sud de la Turquie, faisant près de 50 000 morts et rendant les villes inhabitables, avec des scènes terribles dignes d'une zone de guerre. Plus de deux semaines plus tard, le bilan s'alourdit de jour en jour et des dizaines de milliers de personnes se trouvent encore sous les décombres.

Les premiers rapports indiquent que le total pourrait dépasser les 70 000 morts. Cette situation épouvantable est sans aucun doute la pire catastrophe naturelle de l'histoire moderne de la Turquie. Bien que le pays soit depuis toujours exposé aux tremblements de terre, la réponse du gouvernement turc a été loin d'être à la hauteur.

Au fil du temps, l'industrie de la construction a connu une importante prolifération, les entrepreneurs ayant des liens avec les cercles politiques du président Recep Tayyip Erdoğan profitant des institutions de l'État pour financer un régime autoritaire par le biais de la spéculation dans le secteur de la construction.

Il en résulte un boom massif dans la construction de bâtiments inadaptés – et une législation gouvernementale pour les excuser – dans le but de générer des recettes fiscales. L'autoritarisme néolibéral turc est directement responsable de la catastrophe sociale et matérielle. Face au désastre, la Gauche se bat pour changer le statu quo – une approche qui rencontre déjà une réponse très positive de la part de l'ensemble de la population.



**Bâtiments inadaptés (İzel Sezer / İleri Haber)**

### **État paralysé**

Lorsque le double tremblement de terre a frappé le sud-est de l'Anatolie, la première réaction de chacun de nous a été de contacter notre famille et nos amis résidant dans la région touchée pour vérifier s'ils étaient saufs. Mais nous n'avons pas pu les joindre, les lignes téléphoniques étaient coupées. Peu après, des vidéos et des photos ont commencé à circuler, montrant des scènes catastrophiques qui se produisaient dans la région.

Des tweets avec des adresses et des numéros de bâtiments se sont propagés à grande échelle sur les médias sociaux, les gens cherchant leurs proches. Il est choquant de constater que toutes les organisations liées à l'appareil d'État ou au gouvernement sont restées pratiquement aux abonnés absents. L'inefficacité des équipes de recherche et de sauvetage est apparue dès le début, les quelques équipes de secours existantes ayant été dépêchées sur place sans équipement ni effectif élémentaires.

Même les citoyens ordinaires d'Istanbul, Izmir et Ankara ont pu se rendre dans la zone sinistrée, mais les institutions et les fonctionnaires de l'État, pour une raison ou une autre s'en sont montrés incapables. Le « tout puissant » Erdoğan, qui se considère comme un leader mondial, est resté muet sur les ondes et n'a pas prononcé de discours. La première apparition d'un représentant du gouvernement a été celle du chef de l'Autorité de gestion des catastrophes et des urgences (AFAD), qui était tout simplement désarmé.

Ensuite, des représentants du Parti de la justice et du développement (AKP) d'Erdoğan ont affirmé que l'Alliance populaire au pouvoir, qui comprend également le Parti du mouvement nationaliste (MHP), travaillait activement dans les zones sinistrées, ajoutant ainsi, à la première occasion, une dimension politique à la « catastrophe naturelle ». Le gouvernement et les représentants de l'État semblaient beaucoup plus préoccupés par leur campagne de communication que par l'organisation des secours et de l'aide humanitaire.

Pendant ce temps, Twitter, la principale source d'informations concernant les recherches et les secours, a été officiellement fermé, le gouvernement craignant toute critique ou agitation politique. Les médias sociaux sont donc restés muets, peut-être au moment le plus crucial pour les opérations de secours.



**Survivante au milieu des ruines (İzel Sezer / İleri Haber)**

L'aide humanitaire envoyée par les partis d'opposition et les groupes tels que le Parti démocratique des peuples (HDP) a été saisie par l'État, et toutes les équipes de recherche et de sauvetage indépendantes se rendant dans la région ont été interdites. L'AKP a exigé que tous les efforts, l'aide ou les groupes de volontaires passent par l'appareil d'État et reçoivent une validation officielle.

Ainsi, alors que les programmes d'aide officiels étaient presque totalement absents le premier jour, toutes les autres initiatives devaient dorénavant être centralisées sous l'égide de ceux avaient échoué à faire face. À Antakya et dans d'autres villes, il a fallu trois jours entiers pour que la capacité de gestion des catastrophes soit pleinement opérationnelle et, même alors, elle s'est limitée aux centres urbains, sans tenir compte des banlieues ou des villages.

### **Gestion de catastrophe et Turquie néolibérale**

La vulnérabilité de la Turquie et des territoires qui l'entourent aux catastrophes naturelles n'est un secret pour personne. Cependant, les désastres accablants auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui n'ont rien à voir avec la «nature». Ils sont le résultat direct de la néolibéralisation de la gestion de catastrophe en Turquie. Pour bien saisir cette réalité, il faut d'abord comprendre comment se sont constitués les groupes dominants en matière de capital, à savoir l'industrie de la construction (BTP) et les sous-industries connexes qui entretiennent des liens étroits avec les administrations de l'État.

Les classes dirigeantes turques ont pris conscience de la valeur tangible des espaces urbains lorsqu'Izmit, un centre industriel proche d'Istanbul, a été frappé par un tremblement de terre catastrophique de magnitude 7,6 en 1999, tuant plus de 18 000 personnes. Cette catastrophe s'est avérée bénéfique pour les acteurs du secteur de la construction et a entraîné un boom immobilier dû à la migration intérieure.

Deux ans plus tard, le gouvernement de coalition de l'époque s'est effondré, ouvrant la voie à Erdoğan et à l'AKP, qui ont remporté une victoire quelque peu inattendue [en 2002, NdT]. Son parti a toujours été étroitement lié aux «Tigres d'Anatolie», surnom donné aux capitalistes conservateurs qui ont profité de l'industrie de la construction. À partir des élections locales de 2004, des politiques d'urbanisation et «d'investissement dans l'immobilier» ont été progressivement mises en œuvre.



**Déblaiement des constructions détruites (İzel Sezer / İleri Haber)**

Le but premier en était d'augmenter et d'optimiser les profits des secteurs liés à la construction urbaine et à l'immobilier. Alors que les programmes d'aide officiels étaient presque totalement absents le premier jour, toutes les autres initiatives devaient dorénavant être centralisées sous l'égide de ceux avaient échoué à faire face. Afin de tout placer sous le contrôle total de l'AKP et de ne laisser aucune autonomie aux différentes entités, Erdoğan a remodelé de nombreuses agences. Pour centraliser la gestion de catastrophe, le gouvernement AKP a créé l'AFAD en 2009.

Après le 6 février, il est devenu évident que les efforts officiels n'avaient rien à voir avec une réponse d'urgence ou une gestion de catastrophe, mais visaient plutôt à donner une façade à cette institution, tout en dissimulant les ambitions plus sérieuses du gouvernement en matière de rentabilisation. Comme d'autres institutions publiques, l'AFAD a déménagé ses bureaux, passant de modestes bâtiments à de vastes et splendides esplanades. Cette méthode est souvent considérée comme un «trou noir» dans le budget de l'État et elle est devenue un moyen de financer les entrepreneurs.

Le Croissant RougeTurc (Kızılay) a connu le même sort. Alors qu'il jouait un rôle pivot lors de catastrophes et de situations d'urgence, il est aujourd'hui incapable de coordonner la moindre opération de secours. Le Croissant Rouge possède la plus grande usine de production de conteneurs du pays, à Malatya. L'usine peut produire deux cents conteneurs en vingt-quatre heures grâce à ses 120 employés travaillant en trois huit. Cependant, on a découvert que l'usine, qui est considérée comme l'une des plus grandes usines de production de conteneurs au monde, avait cessé de produire, en dépit de la catastrophe provoquée par le tremblement de terre.

Dans le cadre d'une opération de communication, le responsable du Croissant Rouge a diffusé une vidéo de l'usine en cours de production de conteneurs. On s'est vite rendu compte qu'il s'agissait d'une ancienne vidéo et que les conteneurs n'étaient pas destinés à pallier les effets du tremblement de terre, mais – comble de l'ironie – à une entreprise de construction influente du nom de Rönesans.

Les milieux politiques dont le rôle aurait dû être de venir en aide aux organismes institutionnels pour leur permettre de mieux se préparer aux catastrophes naturelles ont au contraire adopté des lois qui ont aggravé la situation en faisant fi des procédures légales. La loi d'amnistie sur le zonage de 2018 en est une illustration flagrante. Cette loi accorde une amnistie pure et simple aux personnes qui ont construit ou été propriétaires de bâtiments sans avoir obtenu les

autorisations nécessaires, sans avoir suivi les processus de construction ou sans avoir effectué les vérifications nécessaires, rendant ainsi nulles et non avenues toutes les amendes et poursuites éventuelles.



***Piètre qualité des constructions (İzel Sezer / İleri Haber)***

Pendant deux ans, des millions de demandes de permis de construire ont été déposées sans analyse structurelle appropriée, ce qui a permis de collecter des milliards de dollars de recettes fiscales au lieu d'amendes et de poursuites judiciaires bien méritées. Ce signe manifeste d'une politique non réglementée du logement en Turquie, qui illustre bien une approche néolibérale, a privé des millions de personnes vivant dans des zones à haut risque de toute protection appropriée.

Depuis deux décennies, le gouvernement AKP transforme tout le le pays en chantier et, au nom de son ambition à dégager une valeur ajoutée à partir des espaces urbains, encourage les projets de construction anarchiques et sauvages. Aujourd'hui, sa capacité de gestion de catastrophe est quasiment réduite à néant, alors que les institutions sont incapables d'organiser la moindre aide dans les zones sinistrées et que le reste du pays s'inquiète pour sa sécurité.

### **Lignes de faille politiques**

Comme imprégné du concept d'hégémonie d'Antonio Gramsci, le gouvernement AKP a manœuvré politiquement, construisant (et brisant) les blocs de pouvoir, trouvant de nouveaux partenaires et obtenant le consentement d'une partie importante de la population. C'est ainsi qu'à partir de 2002, il a réussi à franchir tous les seuils critiques qui ont marqué l'histoire politique récente de la république turque.

Les tremblements de terre dévastateurs qui ont frappé les provinces du sud-est de la Turquie ont révélé que le régime d'Erdoğan est désormais incapable de mener à bien de telles manœuvres politiques. La structure de l'appareil d'État en Turquie, incarnée par le pouvoir et la personnalité d'Erdoğan, n'a plus son visage d'antan. La loi d'amnistie sur le zonage de 2018 accorde une amnistie pure et simple aux personnes qui ont construit ou été propriétaires de bâtiments sans avoir obtenu les autorisations nécessaires, sans avoir suivi les processus de construction ou sans avoir effectué les vérifications nécessaires. Une fois le choc initial passé, il est devenu évident qu'à tous les niveaux de l'État, du plus haut au plus bas, il avait été impossible de réagir efficacement.



**Immeuble dévasté (İzel Sezer / İleri Haber)**

En effet, les institutions censées intervenir en temps de crise ont été détournées par des bureaucrates, leurs proches et des groupes de capital affiliés au régime, qui en ont fait des instruments au service de leurs intérêts. On ignorait complètement où étaient passées les taxes destinées à l'aide aux victimes du tremblement de terre, les nouveaux bâtis censés avoir passé avec succès les inspections sismiques se sont effondrés, les institutions censées intervenir en cas de crise étaient absentes, et celles qui ont fini par arriver se sont révélées totalement inefficaces.

De plus, le président ne s'est rendu dans la zone sinistrée que trois jours après la catastrophe. Même après deux semaines, la distribution des tentes qui devaient être envoyées dans la région sinistrée n'avait pas été organisée. Au lieu de cela, l'État a mis en place une campagne de type émission de télé-réalité mettant en scène diverses célébrités afin de rallier le soutien de larges pans de la société et de créer un nouveau consensus social.

Toutefois, cette campagne a également permis au régime en place de récompenser les investisseurs qui partageaient son idéologie, y compris ceux qui étaient impliqués dans la chasse au profit dans le secteur de l'immobilier. Le régime a encouragé ces groupes en les autorisant à déduire leurs dons de leurs déclarations fiscales. Il est intéressant de noter que le gouvernement a déjà accordé d'innombrables amnisties fiscales à ces magnats de la construction.

Suite à la collecte des fonds d'aide, le sentiment dominant dans la société a été que la détresse de la population avait été exploitée au profit de l'affichage soi-disant patriotique et auto-sacrificiel de certaines entreprises. Même après la tragédie du 6 février, les groupes en mal de profits y ont vu une chance, en appelant à la reconstruction rapide dans la région et pas seulement dans un souci humanitaire de reloger les personnes démunies.

En effet, même en pleine crise humanitaire, les avantages politiques et économiques liés aux services logistiques, à la reconstruction et à l'enlèvement des débris ne peuvent être négligés aux yeux de certains grands groupes turcs. Si le gouvernement avait fait sa part, le rôle de ces organisations serait resté symbolique. Cependant, aujourd'hui, la principale fonction de l'État semble être de coordonner une campagne publique de communication, principalement centrée sur sa propre image, et, bien sûr, de réprimer tous les gens qui osent exprimer leur mécontentement et leur désapprobation.



**Immeuble très dévasté (İzel Sezer / İleri Haber)**

### **Vague de solidarité**

Même si l'État et le gouvernement n'ont pas réussi à organiser les secours et l'aide humanitaire, la gauche turque s'est mobilisée et les citoyens ordinaires ont également participé aux efforts. Dans les premières heures qui ont suivi le tremblement de terre, le Parti des travailleurs de Turquie (TİP) a rapidement mis en place un centre de coordination des catastrophes chargé de coordonner, de collecter et de distribuer l'aide dans la région.

Le TİP, avec sa poignée de députés, a été l'un des premiers à arriver dans les zones touchées par la catastrophe, aux côtés de sept cents volontaires parmi lesquels des professionnels tels que médecins, équipes de recherche et de sauvetage et travailleurs du secteur de la santé. Actuellement, le parti est en train de mettre en place dans la région (<https://www.gofundme.com/f/all-and-any-support-can-save-lives-help-turkiye?>) une ville provisoire constituée de conteneurs et fait appel à la solidarité internationale, et cela, dans le but de répondre aux besoins de base de nombreuses familles, ce que l'AKP et les agences de l'État ne font toujours pas.

Plusieurs mouvements ont exprimé leur soutien à la campagne, tels que le mouvement démocratique socialiste İVME et le centre de recherche de gauche Universus. Bien qu'il s'agisse d'une solution temporaire à un problème de grande ampleur, cette campagne peut tracer une nouvelle voie en matière de solidarité et d'avenir des espaces urbains en Turquie à partir d'une perspective de gauche.

La principale force d'opposition, le Parti Républicain du Peuple (CHP) de centre-gauche, a également déployé des efforts notables en matière d'aide humanitaire et de secours, les responsables des municipalités métropolitaines d'Istanbul, Izmir et Ankara se montrant très efficaces sur le terrain et répondant aux besoins fondamentaux et urgents de milliers de gens.

Le chef du CHP, Kemal Kılıçdaroğlu, plus particulièrement, a été présent dans la zone sinistrée dès les premiers instants. Kılıçdaroğlu, qui est souvent enclin à s'aligner sur le discours de l'État, a immédiatement désigné (peut-être pour la première fois) Erdoğan et ses fonctionnaires comme étant les principaux responsables de la catastrophe, affirmant qu'il (Kılıçdaroğlu) refusait de considérer cette question comme indépendante du contexte politique.



**Bâtiment totalement effondré (İzel Sezer / İleri Haber)**

Les mineurs, bien que risquant de perdre leur emploi, sont immédiatement arrivés dans la zone du tremblement de terre pour extraire les gens des décombres. L'attitude agressive de la police à certains moments témoigne de l'embarras du gouvernement face au travail des forces progressistes, des syndicats et des organisations populaires qui mènent des opérations de secours dans les villes détruites.

C'est l'Association des avocats progressistes (ÇHD) qui a aidé ceux qui avaient besoin d'avocats, et beaucoup ont monté la garde pendant des heures pour s'opposer à la décision controversée de démolir un bâtiment public dans la zone du tremblement de terre, bâtiment qui abritait des documents importants concernant les permis de zonage et les autorisations d'inspection des bâtiments.

Des membres du Parti communiste de Turquie (TKP) ont été arrêtés sous l'inculpation d'«insulte envers l'État» alors qu'ils participaient aux opérations de secours. Nombreux sont les autres groupes de gauche et socialistes qui opèrent dans les zones sinistrées, établissant des abris temporaires pour les victimes et fournissant une aide humanitaire bien plus efficace que celle de l'État.

Au lieu d'être dirigés vers des institutions publiques, les dons ont été envoyés à des organisations indépendantes et politiques. Même Haluk Levent, un chanteur qui, au nom de la société civile, a fondé une organisation caritative, AHBAP, a été pris pour cible bien qu'il ait affirmé travailler en coordination avec l'État. Les initiatives prises en dehors de l'appareil d'État dans un large éventail de domaines n'ont fait que mettre en évidence l'incurie de l'État.

Pour la première fois peut-être, depuis dix ans, grâce cette immense vague d'aide, de coopération et de travail d'équipe, la société turque a retrouvé le sens de la solidarité. Il est trop tôt pour dire que l'ancien statu quo est en train de mourir, mais un nouvel ethos progressiste peut se construire si cet effort de solidarité va au-delà de la satisfaction des besoins de base et devient une mobilisation qui peut faire pression sur le régime pour qu'il réponde aux autres demandes des victimes du tremblement de terre. Face à la désinvolture du gouvernement, les forces de gauche turques ont prouvé leur capacité à agir dans ce sens, et potentiellement à faire bien plus encore.